Violence et gouvernabilité face à une nouvelle étape de l'extractivisme au Venezuela - « Les temps invitent à se réinventer »

samedi 12 août 2017, par [TERAN MANTOVANI Emiliano](#) (Date de rédaction antérieure : 31 juillet 2017).

Rien n'est plus urgent au Venezuela aujourd'hui que d'éviter, de désactiver (ou arrêter) la guerre. La perspective de paix la plus immédiate ne va pas plus loin que l'espoir que toutes les stratégies et pulsions de mort à l'œuvre dans le pays ne débordent pas massivement. Des formes de violence extrême et de barbarie ; la destruction de l'environnement quotidien ; des secteurs radicalisés et fascisés de l'opposition vénézuélienne, principaux initiateurs de la situation actuelle ; des déclarations et des politiques gouvernementales arrogantes, provocatrices et irresponsables ; une répression déraisonnable et des excès des forces de sécurité de l'Etat ; des acteurs informels armés ; la politique nord-américaine la plus agressive et frontale contre le Venezuela jamais connue dans l'histoire républicaine de notre pays ; les seigneurs de la guerre : une accumulation d'acteurs, de conditions matérielles et de divers facteurs sociaux nous ont menés là où nous sommes : au bord de l'abîme.

Les coûts dramatiques du déclenchement d'une guerre seraient essentiellement supportés par les classes populaires, au niveau du tissu social, de la vie dans les territoires, etc. Les 'vainqueurs' seraient pour la plupart (mais pas uniquement) des acteurs étrangers et des multinationales tandis que les conditions de vie et les luttes des peuples et des communautés seraient détruites. La fin du cycle progressiste au Venezuela serait alors couronnée par ce stade supérieur du "capitalisme du désastre" (selon l'expression de Naomi Klein).

En ces circonstances, il est urgent et essentiel de retrouver notre bon sens, de sauvegarder les aspects les plus démocratiques qui sont apparus dans les formes d'expression populaire de ces dernières années, les récupérer, les coordonner, en faire une masse critique. Faire rapidement preuve de bon sens, réaliser de nouvelles alliances, rouvrir les chemins de la politique. Mettre des limites à la chaîne des agressions politiques fomentées par l'opposition et le gouvernement national qui nous ont menés à la situation actuelle. Dénoncer clairement et vigoureusement les facteurs étrangers qui exacerbent la violence par leurs déclarations et leurs politiques, le siège médiatique international contre le Venezuela et la politique interventionniste du gouvernement des Etats-Unis qui pourrait nous faire très mal. Enfin, s'organiser pour la paix au lieu de continuer à avancer vers l'abîme. Personne ne dit que ce soit facile, mais nous n'avons pas d'autre choix.

Cependant, il convient aussi de réfléchir à ce qui se déroule dans les entrailles de ce processus. Si à brève échéance nous parvenons à éviter le débordement d'agressivité, il faut reconnaître que la construction de la paix sera en réalité un long chemin. Des pactes, des accords, des négociations, des conflits entre groupes d'intérêts, et la nécessité d'une stabilité politique interne, la construction potentielle de nouvelles hégémonies, sont aussi des éléments de notre futur proche, mais ils s'appuient sur un fait incontournable : les bases matérielles qui créent les conditions d'un conflit politique et social de haute intensité subsistent. La grave crise du modèle pétrolier rentier n'est pas de notre point de vue, un fait conjoncturel :

- Les prix internationaux du pétrole sont très volatiles, ce qui fragilise l'économie vénézuélienne ;
- Le pays est inexorablement arrimé au pétrole brut lourd et extra-lourd, qui est le moins rentables et le moins demandés (Arc pétrolifère de l'Orénoque) ;
- Le marché énergétique mondial - dominé par les hydrocarbures - connaît d'importants changements tandis que l'OPEP voit diminuer son poids géopolitique ;
- Cela entraîne des difficultés de plus en plus grandes pour capter la rente pétrolière, ce qui serait encore aggravé dans le cas d'un processus de flexibilisation économique qui favoriserait encore plus les entreprises multinationales au détriment de la captation des excédents par le Petro-Etat du Venezuela ;
- De surcroît, il y a aussi des difficultés dans la rétention de la rente, qui sert pour partie à rembourser la dette et le service de la dette, ou migre par le mécanisme de la fuite des capitaux, entre autres facteurs ;
- La faiblesse politique du Pétro-Etat et la crise hégémonique favorisent encore plus la corruption, comme forme de distribution de la rente, ce qui rend énormément difficile la centralisation et la mise en œuvre de politiques cohérentes de sortie de la crise ;
- La crise sévère, politique, sociale et aussi institutionnelle a déstructuré une bonne partie des réseaux de distribution rentière de l'économie domestique formelle, au bénéfice de formes de distribution discrétionnaires et de l'économie informelle ;
- L'usage de la violence joue un rôle de plus en plus déterminant sur les capacités politiques, institutionnelles et sociales d'appropriation de cette rente. Entre l'instabilité économique et les turbulences politiques et l'apparition de nouvelles formes de gouvernabilité et de gouvernance.

On ne peut pas faire l'impasse sur ces conditions matérielles, elles mettent en évidence les liens existant entre l'instabilité économique et le turbulence politique et nous indiquent en même temps l'apparition de nouveaux schémas de gouvernabilité et de gouvernance. En ce sens, il est nécessaire de souligner le rapport existant entre la restructuration du régime d'appropriation de la nature (la relance et la reformulation de l'extractivisme dans le pays), des mécanismes de capture et distribution de la rente (changement de l'architecture du capitalisme rentier) et les modèles de gouvernabilité et de contrôle social. Ce rapport connaît des transformations significatives dans les périodes de changement historique. Ce que l'on a appelé « le Pacte du Point fixe », (1958) visait à mettre en cohérence les principes d'une nouvelle forme de gouvernement avec les processus d'appropriation et d'accumulation du capital domestique et transnational.

Mais les temps ont changé. L'approbation récente du processus de Constituante le 30 juillet, lancé par le Gouvernement national, ou ce que l'on appelle l'"Engagement unitaire pour la Gouvernabilité" [1] présenté le 19 juillet par la Table de l'unité démocratique (MUD, selon le sigle en espagnol) montrent bien la nécessité pour le capital de construire un nouveau cadre de domination et de contrôle social. A cela près que maintenant, il doit l'adapter aux conditions de crise profonde du modèle historique fondé sur la rente pétrolière, initié au début du 20^e siècle et au contexte de crise économique globale et de dangereuses tensions géopolitiques.

Le capital se glisse dans les fissures de la crise : voies et coordonnées d'une nouvelle phase de l'extractivisme

Malgré nos drames sociaux et politiques, le chaos existant et la dureté du conflit, le capital étranger continue à négocier, le profil bas, se positionne, avance, obtient des concessions, surmonte les

obstacles, prend racine dans nos territoires. La guerre et le désastre ne lui sont pas étrangers ; ce qui est instabilité d'un côté, est possibilité de faire des affaires, d'un autre. Les accords passés tracent les voies et les coordonnées de nouveaux cycles d'accumulation, dessinent les nouveaux codes, structures et géographies de l'extractivisme au Venezuela.

Nous pouvons en faire un inventaire général : ni l'instabilité des Prix internationaux du pétrole et du marché énergétique mondial, ni le conflit politique national n'ont stoppé la signature d'accords et les investissements dans la bande pétrolière de l'Orénoque, ceinture de pétroles non conventionnels (lourds et extra-lourds), qui de par leurs prix et les niveaux d'investissement et d'infrastructures qu'ils requièrent, ont besoin en échange de prix élevés et stables. L'objectif : augmenter la production. Dès le début 2016, le démarrage d'un projet d'investissement de quelques 9 milliards de dollars permettant de creuser 480 puits a été annoncé, depuis annonces et accords se sont succédés jusqu'à aujourd'hui.

Parmi les entreprises signataires des derniers accords : China National Petroleum Corporation, Rosneft, Schlumberger, Horizontal Well Drillers, Baker Hughes, Halliburton, entre autres. Au cœur des tractations : approfondir la flexibilisation économique des réglementations, ce que le président de Pétroles du Venezuela, Eulogio Del Pino, a appelé le "régime spécial des investissements" pour que les projets puissent pleinement se développer [2]. Facilités économiques, taux de change flottants, zones de développement économique spéciales, associés étrangers qui ne se contentent pas d'être des actionnaires mais qui apportent le financement nécessaire aux affaires (au lieu des sorties de trésorerie qui étaient assumées par la PDVSA [3]) et chose très importante : ces rétributions et dettes avec les entreprises seront couvertes par les barils provenant de l'augmentation de la production [4]. C'est à dire, plus d'extractivisme pour pouvoir les payer. C'est le modèle de la Bande de l'Orénoque qui s'étend aux autres secteurs de notre économie extractive.

Car il faut ajouter : la réactivation de puits dans l'Ouest du Venezuela (comme ceux du Lac de Maracaibo), zone d'anciennes exploitations conventionnelles ; la relance des grands projets gaziers offshore (comme celui de Rafael Urdaneta), avec comme fer de lance le projet Cardon IV dans la péninsule de Paraguana, et en particulier l'exploitation de l'immense champ "Perla" exclusivement financée par le privé [5], (c'est Del Pino qui le dit) : Repsol (50 %) et Eni (50 %) ; réactivation des travaux d'infrastructure pour l'exportation des matières premières, comme le port en eaux profondes de la Péninsule de Araya (13/6), destiné principalement au commerce pétrolier avec le marché asiatique [6], nouvelle phase de construction du gazoduc Venezuela-Colombie, accord concernant le gazoduc entre le Venezuela Trinidad et Tobago (PDVSA-NGC-Shell [7]) ou les ports pour la production de Carbozulia ; une nouvelle étape historique pour ce qui est de l'industrie minière, avec le plan de certification des réserves, réactivation des mines abandonnées lors de la crise ou ouverture de nouvelles mines dans tout le pays, comme l'Arc minier de l'Orénoque et la création de l'entreprise mixte 'Siembra Minera' (Gold Reserve, or et cuivre, entreprise à qui l'Etat vénézuélien doit environ 992 millions de dollars US) [8] pour l'exploitation du projet « Las Brisas » ; entreprises mixtes et mémorandum d'ententes avec des sociétés comme Faoz (inconnue), Afridiam (Congo) ou China CAMC Engineering pour exploiter le coltran dans la commune de Cedeño, dans l'Etat de Bolívar ; Endiama (Angola) [9], Guaniumo Mining Co. (Etats-Unis) et des entreprises sudafricaines pour l'exploitation de diamants (non annoncées) - en règle générale les junior-entreprises ouvrent la voie à l'arrivée des grandes multinationales minières- ; à souligner aussi la réactivation des mines du projet Lomas de Níquel (China Camc Engineering et Yankuang Group - au Sud de Aragua -Miranda [10]) de Carbozulia (mai 2017) en vue d'une stabilisation et augmentation future de la production de charbon [11] (Inter American Coal, China CAMC Engineering et Yankuang Group), que ce soit à partir de mines déjà existantes ou de nouvelles, comme 'Les Carmelites' [12] ; ou enfin des projets plus petits de mines non métalliques pour l'extraction du phosphate dans le Táchira, du marbre à Anzoátegui (entreprise Carrières et marbres) ou du silice à

Lara.

Mais ces réseaux capitalistes qui croissent et s'étendent, ces nouvelles méthodes et ces nouveaux cadres commerciaux révèlent non seulement une restructuration économique en cours –sans doute instable, contingente et malléable- mais aussi un rapport de force spécifique très négatif pour des régimes d'intervention et de protectionnisme étatiques, pour des formes de nationalisme économique et pour les masses populaires et la nature. C'est une situation où priment les intérêts et l'agenda du capitalisme transnational, qui définissent les orientations les plus stables et prévisibles de l'avenir économique à partir des "ressources naturelles".

Au sein de ce rapport de force spécifique, la Table d'unité démocratique (MUD) n'a pas été en marge ni une spectatrice passive. Bien au contraire, elle a été un acteur de premier plan pour le construire, selon les méthodes toujours plus extrémistes utilisées par ce 'capitalisme du désastre'. Car, même s'il est dit dans le "Compromis unitaire de gouvernabilité" que "la justice sociale est la priorité" et que "l'objectif central vise les défavorisés et les plus vulnérables", l'horizon caractéristique de cette coalition politique de droite conservatrice est néolibéral. Bien souvent ce n'est pas un secret (ainsi le soi-disant 'capitalisme populaire' de Maria Corina Machado). Dans la plupart des cas, il se cache derrière une rhétorique vague et généraliste sur le progrès, le bien-être et le développement, sans mentionner la prédominance des mécanismes du marché et de l'entreprise, les mesures d'austérité, les dérégulations. Mais malgré les subtilités et les formes d'hermétisme, ces objectifs et ces politiques néolibérales finissent toujours par affleurer.

Pour citer deux exemples récents, l'entrepreneur vénézuélien bien connu, Gustavo Cisneros a déclaré que le modèle impulsé par Mauricio Macri en Argentine pourrait être le modèle idoine pour le Venezuela de l'après Chavez [13]. Et bien qu'ils aient critiqué et dénoncé à satiété le projet capitulaire et dévastateur de l'Arc minier de l'Orénoque, en mai dernier, le président de l'Assemblée nationale, Julio Borges assurait aux entreprises multinationales qui assistaient au 'Latin American Downunder Conference' en Australie que "lorsque la démocratie serait restaurée.... les portes seraient ouvertes aux investissements" –*our doors will be open to receive the investments* [14] –, ce qui est conforme aux nombreuses propositions du bloc d'opposition allant dans le sens d'une expansion de l'extractivisme dans le pays.

La question qui vient à l'esprit devant cette mise en scène et le développement de ce réseau de capitaux au Venezuela, c'est quel modèle de gouvernement et de contrôle social pourrait être en train de prendre forme dans ce processus et quel pourrait être le rôle de la violence là-dedans.

Adieu au 'neo-extractivisme progressiste' : violence et nouvelles gouvernabilités

Dans la crise actuelle, les investissements étrangers, reproduisant le modèle historique colonial de la division internationale du travail et de la nature, continuent à s'orienter de façon considérable vers les secteurs extractifs –comme on le voit par exemple avec l'annonce d'Alliances stratégiques' entre le Gouvernement national et les entreprises étrangères (21 juillet) où 92 % des investissements vont au secteur minier et 8 % au tourisme [15]. Non seulement il n'y a pas trace d'un tournant productif permettant de pallier la situation de précarité économique intérieure, mais le capital et les élites locales signent des accords de long terme qui nous verrouillent à des perspectives d'extraction et de pillage, liées à des mesures d'austérité et de dérégulation.

Le "neo-extractivisme progressiste" s'en va. Le modèle qu'il a représenté se dissout : la possibilité de construire un consensus social sur la base d'une distribution massive des revenus présente d'énormes limites : le programme gouvernemental évolue progressivement ; comme mentionné précédemment, des changements significatifs continuent à intervenir dans les rapports de force et le

contexte international renforce encore plus la concurrence internationale autour des “ressources naturelles”.

En ce sens, et en rapport avec la gestion de ce probable nouvel extractivisme, il convient de se demander si les différentes formes de violence qui se sont développées dans le pays ne sont que les expressions d'un conflit politique conjoncturel ou si, plutôt, elles s'intègrent aux dispositifs de domination, traçant les coordonnées d'un régime de contrôle social en formation. Ses origines proviennent d'au moins trois échelles géographiques différentes : une violence géopolitique/impériale, une étatique/nationale et une socio-moléculaire.

Le contexte d'intense conflictualité et l'effondrement de l'économie nationale ont entraîné l'installation d'un état d'exception (jusqu'à aujourd'hui sectoriel), des politiques d'urgence et de choc, la militarisation croissante de tous les secteurs de la vie et des mécanismes d'intervention policière directe dans les quartiers urbains et ruraux (telle ladite 'Opération de Libération du Peuple' - OLP). Cela se traduit non seulement dans les politiques menées aujourd'hui par l'Etat, mais aussi dans les perspectives sécuritaires des partis de la MUD. Rappelons que le dirigeant de l'opposition vénézuélienne, Leopoldo López, a indiqué qu'il serait nécessaire d'appliquer le modèle de sécurité “réussi” de l'ancien président colombien Álvaro Uribe Vélez, qui pourrait être mis en application immédiatement [16]. Dans le “Compromis unitaire pour la gouvernabilité” (2017) de la MUD, le “Plan effectif et radical contre l'insécurité” est présenté comme l'un des premiers objectifs du “prochain gouvernement » (point 1.3).

Il faut souligner aussi l'appel à des acteurs armés informels de la part des groupes politiques en conflit, qui exercent des formes souterraines de contrôle social et mettent en œuvre des formes directes de répression et de terreur parmi la population.

Parallèlement, l'éventail des opérations d'intervention qui ont été impulsées au moins depuis 2002 par les Etats-Unis pour parvenir à un “changement de gouvernement” au Venezuela est de plus en plus explicite et incisif -voir les récentes déclarations du directeur de la CIA, Mike Pompeo [17], sur ses efforts pour réussir la “transition dans le pays -et a un impact certain sur le développement de la violence dans le pays. Une avancée potentielle ou le triomphe de cette politique Nord-américaine au Venezuela installerait une transition selon des mécanismes pouvant aller du financement d'opérations d'intelligence et de déstabilisation jusqu'à des formes de militarisation dont l'impact serait régional (en lien avec des accords comme le Plan Colombia) et des stratégies de contre insurrection comme moyens de contrôle des territoires.

Dernier point, mais non des moindres, on enregistre de plus en plus de formes de violences socio-moléculaires, produits des contradictions sociales et territoriales (pauvreté, exclusion, massification de la corruption, impunité), provenant essentiellement de la cooptation de groupes criminels (urbains et ruraux) et la canalisation de formes de fascisation sociale (surtout évidentes parmi les secteurs d'opposition au gouvernement) qui non seulement fomentent des crimes animés par la haine et la volonté d'anéantir 'l'ennemi' (chaviste), mais créent aussi un sentiment d'intimidation profonde et de terreur dans la population en général.

Imposer l'ordre et lutter contre les ‘agents perturbateurs’ sont présentés comme le moyen de parvenir à la ‘paix’ - la ‘pacification’. C'est dans ces cas que guerre et paix se confondent le plus. On pourrait réfléchir à la phrase de Hanna Arendt qui affirmait en 1970 que la paix est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Dans le cas du Venezuela, de nouveaux questionnements se font jour sur de nouvelles formes de pouvoir, sur l'évolution du statut de l'Etat, sur les conflits territoriaux pour les biens communs et surtout, sur le fait de savoir si cela pourrait aboutir à une nouvelle version de l'économie d'enclave du 21^e siècle. Des questions qui de plus touchent et interpellent tout le reste de l'Amérique latine.

Sortir de l'effondrement de l'économie de rentes : ré-existences et récupération d'un agenda propre aux mouvements populaires

Au Venezuela, tous les territoires et tous les domaines de la vie constituent des pommes de discorde. Quelles perspectives avons-nous, quelle stratégie, alors que la guerre et l'état d'exception forment le régime biopolitique qui permet l'accumulation du capital ?

Quand la paix est gangrénée de guerre, il devient plus difficile de savoir ce qu'elle est et où elle se trouve. Malgré cela, elle devient une priorité. Mais il faut le souligner, s'organiser pour la paix implique que l'on reconnaisse qu'elle aussi se tisse depuis le bas, en la recréant dans les moindres formes du vivre ensemble, le respect, les consensus, en chassant la guerre des espaces qu'elle tente d'occuper, par les résistances et la vie. Il s'agit d'un exercice de ré-existence (pour reprendre l'idée d'Adolfo Alban), dans la mesure où l'on résiste aux différents dispositifs de violence, exploitation, exclusion, dépossession de l'expansion capitaliste, à travers aussi la reproduction de la vie, de sa réaffirmation dans les pratiques quotidiennes et la construction d'alternatives concrètes.

Mais, comment affronter de tels défis alors que le tissu social a été profondément atteint, alors que le contrat social n'est plus respecté, que la barbarie devient la norme, que l'on a perdu à tel point la raison dans le pays ?

A nouveau, il faut regarder devant nous. Il y a beaucoup de choses à récupérer. Même si nous sommes atteints par cette détérioration du tissu social, ce n'est pas une condition structurelle ni définitive. Il faut rechercher et inventorier toutes les potentialités existantes au sein du peuple vénézuélien, ses formes de démocratie radicale, ses expériences productives, son discours et son programme propre, les formes émancipatoires de son dynamisme politique alluvial. Même s'il existe d'énormes obstacles et de grandes faiblesses, ces éléments sont le substrat, l'essence de tout processus alternatif à développer dans l'avenir.

Mais les temps invitent aussi à se réinventer. Le tournant historico-politique des luttes populaires au Venezuela pourrait résider dans la récupération et le recentrage de la dimension territoriale - qui s'ouvre intempestivement une voie face à l'irrésistible primauté des objectifs au niveau national. Cela signifie, territorialiser les luttes. Reconfigurer les localités. Tisser du communautaire, au milieu des difficultés. Construire dès à présent, des alliances avec d'autres secteurs populaires. Mettre la créativité, les éthiques populaires et la valeur de la dignité aux leviers de commande. Sans toutes ces bases matérielles, ces expressions contre-hégémoniques continueront à manquer d'épaisseur organique, se révéleront faibles face aux nombreux dispositifs de guerre, seront hautement dépendantes sur le plan économique du Pétro-Etat et des secteurs privés et continueront à manquer de résultats concrets sur leurs territoires pour témoigner de ce monde qu'elles rêvent de transformer.

Que devons-nous encore revendiquer sur le plan des grands discours politiques ? Il n'y a aucune perspective claire à ce sujet. Mais au moins retrouver la raison au niveau national suppose de commencer par reprendre les revendications économiques et politiques qui ont historiquement uni ceux d'en bas, union qui reconfigurerait la polarisation, qui se trouverait à nouveau posée entre ceux d'en haut et le vaste ensemble des classes défavorisées. Il faudra y ajouter les revendications concernant la soutenabilité et la justice environnementale, face la situation des écosystèmes, des biens communs et de la vie écologique qui empire chaque jour davantage de façon dramatique. Les dimensions de la crise structurelle du capitalisme rentier vénézuélien nous indiqueront plus clairement les routes à prendre.

Il convient de souligner que la situation de non paiement potentiel de la dette extérieure, lié à la corruption colossale qui a dévoré les comptes publics, peut permettre la convergence de

nombreuses organisations populaires, mouvements et communautés autour d'une campagne nationale pour l'audit des comptes du pays. Cela permettrait en outre de mettre en évidence les liens entre la dette et les détournements liés à l'extractivisme, dans la mesure où c'est précisément 'ses ressources naturelles' et son territoire qui constituent la garantie matérielle de ces processus de pillage financier international contre le Venezuela. La relance de l'Arc minier de l'Orénoque et de l'ensemble des projets qui visent à recoloniser de vieilles géographies et les nouvelles frontières des matières premières est entreprise dans cette logique. Nous pourrions ainsi avoir en même temps une convergence des luttes pour une distribution économique et écologique juste. Chose que l'on n'a jamais vu dans l'histoire des luttes populaires au Venezuela.

Nous avons devant nous d'énormes défis. La recherche de la paix navigue dans des eaux agitées. Il convient de ne pas perdre le cap et de tenir la barre avec fermeté.

Caracas, juillet 2017

Emiliano Terán Mantovani

P.-S.

* Traduction : Lucile Daumas.

* Emiliano Terán Mantovani est sociologue, de l'Université centrale du Venezuela, écologiste politique et titulaire d'un master en économie écologique de l'Université autonome de Barcelone. Chercheur en sciences sociales et mention d'honneur du Prix Libertador à la pensée critique, 2015, pour son ouvrage 'Le fantôme du Grand Venezuela'. Il participe au Groupe de travail permanent sur les alternatives au développement organisé par la Fondation Rosa Luxemburg, au Groupe de travail CLACSO sur l'écologie politique. Il a collaboré au projet EjAtlas - Justice environnementale avec Joan Martínez Alier. Il est membre du Réseau Oilwatch Amérique latine.

Notes

[1] http://www.asambleanacional.gob.ve/documentos_archivos/compromiso-de-gobernabilidad-de-la-mud-47.pdf

[2] <http://www.avn.info.ve/contenido/proponen-para-faja-petrol%C3%ADfero-del-orinoco-r%C3%A9gimen-especial-inversiones>

[3] PDVSA. Petróleos de Venezuela SA.
<https://www.youtube.com/watch?v=ECFjxwNUmfU&feature=youtu.be>

[4] <http://www.avn.info.ve/contenido/consejo-nacional-econom%C3%ADa-productiva-se-re%C3%B1e-palacio-miraflores>

[5] <https://www.repsol.energy/es/sala-prensa/notas-prensa/2015/07/06/repsol-pone-en-marcha-el-megacampo-perla-en-venezuela>

[6] <https://www.repsol.energy/es/sala-prensa/notas-prensa/2015/07/06/repsol-pone-en-marcha-el-megacampo-perla-en-venezuela>

[megacampo-perla-en-venezuela](#)

[7] <http://www.telesurtv.net/news/Venezuela-y-Trinidad-y-Tobago-construiran-gasoducto-20170315-0063.html>

[8] <http://vtv.gob.ve/siembra-minera-se-perfila-como-empresa-mixta-no-petrolera-mas-grande-en-venezuela/>

[9] <http://vtv.gob.ve/presidente-maduro-sostendra-encuentro-con-representantes-de-angola/>

[10] <http://avn.info.ve/contenido/venezuela-y-china-firman-acuerdo-400-millones-d%C3%B3lares-para-actividades-mineras>

[11] <https://www.aporrea.org/economia/n309632.html>

[12] <https://www.aporrea.org/actualidad/a243086.html>

[13] <https://www.efe.com/efe/america/ame-hispanos/cisneros-creo-que-fin-de-la-crisis-venezolana-pasa-por-cuba-colombia-y-eeuu/20000034-3263847>

[14] <https://laradiodelsur.com.ve/2017/05/17/ministro-arreaza-denuncio-intento-de-boicot-por-parte-de-julio-borges-hacia-desarrollo-minero-de-venezuela/>

[15] <http://vtv.gob.ve/inversion-extranjera-631-millones-370-mil-dolares-firm...>

[16] <https://www.youtube.com/watch?v=L-MQIeCOPCY>

[17] Pompeo a affirmé le 20 juillet dernier qu'il espérait que se produise une 'transition' au Venezuela et qu'ils travaillent d'arrache-pied pour comprendre ce qui se passe dans le pays et les communiquer au Département d'Etat et aux gouvernements de Colombie et du Mexique, afin qu'ils obtiennent les meilleurs résultats possibles.

https://www.youtube.com/watch?v=e1vFn3_5Xbw. Plusieurs sources ont révélé les différentes opérations d'intervention qui ont été mises en place depuis le début de la Révolution bolivarienne. Ainsi, des dizaines de milliers de messages révélés par Wikileaks ont révélé l'appui reçu par les opposants au gouvernement, depuis l'époque du président Chavez. Pour ne citer qu'un cas, l'entreprise 'Development Alternatives Incorporated' (DAI), travaillant pour le compte de l'USAID/OTI reconnaissait que ceux qui organisaient les manifestations contre le président Chavez « étaient payés par nous » -'are our grantees'.

https://wikileaks.org/plusd/cables/09CARACAS1132_a.html